



Dans ce numéro :

L'ONU éteint les lumières de son siège pour attirer l'attention sur le changement climatique.

EARTH HOUR : L'ONU éteint les lumières de son siège pour attirer l'attention sur le changement climatique.

1

FAO : renforcement du pouvoir des femmes et des jeunes au niveau des Clubs d'Ecoute Communautaires (CEC) dans la vallée du fleuve Sénégal.

2-3

HCR: choqué et attristé après la noyade d'un grand nombre de réfugiés congolais dans le lac Albert.

3-4

HCR-PAM : 371 millions de dollars pour des opérations inter-organisations d'aide aux réfugiés du Soudan du Sud.

5

OMS : Plan de sécurisation des produits vitaux pour la santé de la mère et de l'enfant

6-7

UNFPA : Don d'un camion frigorifique et de quatre ambulances pour améliorer la santé maternelle.

9



Le siège de l'ONU, toutes lumières éteintes

Les Nations Unies ont participé le samedi 29 mars à l'édition 2014 d'Earth Hour, ou « *Une Heure pour la planète* », un événement qui s'inscrit cette année dans le cadre des préparatifs du Sommet sur le climat à New York en septembre. Organisé par le Fonds mondial pour la nature (WWF), « *Une Heure pour la planète* » encourage les individus, les entreprises, les organisations et les gouvernements à travers le monde à éteindre leurs lumières pendant une heure à 20h30, heure locale.

La date coïncide traditionnellement avec les équinoxes de printemps et d'automne, respectivement dans les hémisphères nord et sud, ce qui permet une

quasi-coïncidence des couchers du soleil dans les deux hémisphères, assurant ainsi le plus grand impact visuel pour un événement mondial « *lumières éteintes* ». Tous les membres du personnel des Nations Unies dans le monde entier ont été invités à prendre part à cette initiative à la fois à leur bureau et chez eux, afin de démontrer l'engagement de l'ONU à soutenir la lutte contre le changement climatique, l'une des principales priorités de l'Organisation. Depuis quelques années, le siège de l'ONU à New York et d'autres bureaux de l'ONU à travers le monde participent à cette initiative. Cette année, l'ONU devait éteindre toutes les lumières non essentielles au siège des Nations Unies à New York pendant trois heures de 19h00 à 22h00.

Ce bulletin est publié par le Centre d'Information des Nations Unies pour le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal. Adresse : Lot N°20, Route des Almadies, en face Hôtel Azur - BP 154 Dakar (Sénégal). E-mail : unic.dakar@unic.org — Site Web : <http://dakar.sites.unicnetwork.org>

NB : les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'ONU

La FAO renforce le pouvoir des femmes et des jeunes au niveau des Clubs d'Ecoute Communautaires (CEC) dans la vallée du fleuve Sénégal.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en place vingt-quatre clubs d'écoute communautaires (CEC) dans la vallée du fleuve Sénégal (nord), dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme intitulé "Gestion intégrée de la production, des déprédateurs et de la pollution" (GIPD). Avec les CEC, « les femmes et les jeunes s'impliquent davantage dans la vie économique et sociale de leur communauté et contribuent ainsi davantage à l'objectif de développement », selon Ibrahima Hama, expert régional de la FAO pour le projet FAO-Dimitra.



Séance de discussions dans un Club d'Ecoute Communautaire (CEC) femmes de Ngawlé dans la vallée

Les "clubs d'écoute Dimitra de la FAO", partent d'une approche innovante et participative qui vise l'autonomisation des populations rurales, surtout les jeunes et les femmes. Pour Eliane Najros, la Coordinatrice du projet Dimitra à Rome, « **Les clubs sont des espaces de communication sensibles au genre qui contribuent largement au renforcement des pouvoirs des**

populations rurales, des femmes et des jeunes en particulier. Il ne s'agit pas d'un simple outil de communication mais bien d'un vecteur de développement endogène au niveau communautaire ».

Une approche participative est adoptée au niveau des CEC pour permettre aux membres (femmes, hommes et jeunes) d'avoir accès à des informations pertinentes qu'ils ont eux-mêmes choisies, d'échanger et d'agir sur les sujets qui les intéressent. Les membres et leurs communautés s'approprient le processus, le rendant plus durable et voient ainsi leurs capacités et leur leadership renforcés.

Une collaboration réussie entre Champs Ecoles Paysans (CEP) et Clubs d'Ecoute Communautaire (CEC) est en train d'être expérimentée au Sénégal, au Niger et en Mauritanie, les deux approches se renforçant mutuellement. Selon l'expert régional de la FAO «**les clubs de la vallée du fleuve connaissent un grand succès au Sénégal et vont prochainement s'étendre à la région de Tambacounda** », dit-il. M. Hama a aussi souligné le rôle joué par les radios communautaires et les outils modernes de communication comme le téléphone portable pour le bon fonctionnement des clubs.

Par ailleurs, les clubs d'écoute FAO-Dimitra existent actuellement au Burundi, au Ghana, au Niger et dans plusieurs provinces de la RDC. Le partenariat avec d'autres acteurs de développement,



Observations dans une parcelle de tomates au cours d'un Champ Ecole Paysan (CEC)

dont les agences des Nations unies, est au cœur de la démarche et des résultats satisfaisants de bonnes pratiques ont été obtenus dans le cadre des CEC. Au Niger, les clubs d'écoute Dimitra ont permis de multiples collaborations, notamment avec UNICEF (bonnes pratiques familiales essentielles) et UNFPA (Ecole des maris et accès aux soins de santé pour les femmes et à la santé de reproduction). Dans le cadre d'un programme conjoint (sur l'autonomisation économique des femmes rurales) avec le FIDA, le PAM et ONU-FEMMES actuellement mis en place, d'autres aspects, tels santé/nutrition seront abordés. Dans les provinces du Sud Kivu, du Katanga et Province Orientale en RDC, des collaborations ont été établies en matière de santé, sur la santé, la nutrition, le VIH/SIDA et les violences sexuelles avec la GTZ-Santé, ONU-FEMMES, le PNUD, le FIDA ou encore UNFPA.

De nombreuses publications illustrent les expériences qui ont été mises en œuvre dans les CEC et sont accessibles sur le site suivant : www.fao.org/dimitra

Le HCR choqué et attristé après la noyade d'un grand nombre de réfugiés congolais dans le lac Albert.

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés s'est dite choquée et attristée après la mort d'un grand nombre de réfugiés congolais, dont des enfants, qui se sont noyés lorsque le bateau qui les ramenait chez eux en provenance de l'ouest de l'Ouganda a fait naufrage sur le lac Albert.

Ce bateau, ainsi qu'un autre, avaient quitté samedi matin le district ougandais de Hoima, sur le côté oriental du lac qui se trouve à la frontière entre les deux pays. Les bateaux transportaient des réfugiés vivant jusqu'alors dans l'installation de Kyangwali, mais qui avaient décidé de rentrer chez eux dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

L'un des bateaux a chaviré, précipitant ses passagers dans le lac. Selon les informations actuelles du HCR provenant des autorités et des réfugiés, 41 personnes ont été sauvées et 98 corps repêchés. Au moins 250 personnes se trouvaient à bord du bateau.

« Je suis profondément choqué par cette tragédie », a déclaré le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres.



Des pêcheurs ougandais dans leurs pirogues recherchent les victimes du naufrage du bateau sur le lac Albert. Le bateau transportait des réfugiés congolais qui avaient décidé de rentrer chez eux.

« Mes pensées vont vers tous ceux qui ont perdu des êtres chers et vers les rescapés. Je tiens à exprimer ma reconnaissance envers le gouvernement et les autres acteurs qui ont monté une opération de sauvetage et de repêchage et qui viennent en aide aux rescapés. J'ai demandé au bureau du HCR en Ouganda de soutenir pleinement ces efforts ».

Les rescapés ont été transportés vers le dis-

trict de Bundibugyo, au nord-ouest de l'Ouganda, où le HCR, ses partenaires et les responsables du gouvernement ougandais leur apportent un soutien, notamment une aide psychosociale. L'identification des victimes par les proches venus précipitamment de la République démocratique du Congo, se poursuit dans l'hôpital du district de Bundibugyo.

Le HCR et le gouvernement ougandais facilitent également le rapatriement des corps vers la RDC. Le HCR a en outre mobilisé des ressources et du personnel d'appui, et mis en place un point d'information et de réponse au centre de transit de Bundibugyo pour soutenir les proches des rescapés.

Avec une population de demandeurs d'asile et de réfugiés de plus de 328900 personnes fin février, l'Ouganda est un pays d'accueil de réfugiés très important. Si la plupart des arrivées récentes proviennent du Soudan du Sud, l'Ouganda accueille toujours près de 175 500 réfugiés congolais dont 66 000 ayant fui à Bundibugyo depuis juillet dernier pour échapper aux combats dans l'est de la RDC. Les personnes touchées par cette tragédie faisaient partie de ce groupe.

Ces trois derniers mois, le HCR a constaté une augmentation du nombre de réfugiés congolais rentrant spontanément en RDC. Il s'agit principalement de personnes arrivées en Ouganda au cours des deux ou trois dernières années et vivant relativement près de la frontière ougandaise.

La majorité de ceux qui rentrent actuellement en RDC se dirigent vers la région relativement sûre de Rutshuru, dans la province du Nord Kivu, tandis que certains rapatriés vers la région de Kamango séjourneraient dans des camps de déplacés internes. Les réfugiés empruntent à la fois l'itinéraire par bateau via le lac Albert et les routes. Une campagne d'avertissement sur les dangers de la traversée du lac était en cours lorsque cette tragédie a eu lieu.

Le HCR et le PAM recherchent 371 millions de dollars pour des opérations inter-organisations d'aide aux réfugiés du Soudan du Sud.

Alors que la crise s'aggrave au Soudan du Sud, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial ont lancé un appel aux donateurs cette semaine, en leur nom



Un jeune garçon soudanais du Sud est assis sur un tas d'affaires emportées par sa famille lorsqu'ils ont fui leur foyer et traversé la frontière vers l'Ouganda. La plupart des déplacés sont des femmes, des enfants et des personnes âgées.

et celui de leurs partenaires, pour obtenir un soutien urgent, à hauteur de 371 millions de dollars, à destination des milliers de réfugiés du Soudan du Sud qui arrivent actuellement dans les pays voisins.

Depuis que les combats ont éclaté mi-décembre entre les troupes gouvernementales et les forces rebelles, plus de 204 000 personnes ont fui vers

le Soudan, l'Ouganda, l'Ethiopie et le Kenya. L'insécurité continuant de régner et la pénurie de vivres s'accroissant au Soudan du Sud, le HCR s'attend à ce que le nombre de réfugiés soudanais du Sud dans l'ensemble de la région atteigne 340 000 personnes d'ici la fin de l'année.

Adrian Edwards, porte-parole du HCR, a déclaré mardi à Genève que ces derniers temps, les Soudanais du Sud avaient fui vers les pays voisins à un rythme quotidien de près de 2 000 personnes, la plupart se dirigeant vers l'Ethiopie et l'Ouganda. Originaires de zones du Soudan du Sud qui connaissent de graves pénuries de vivres, beaucoup de réfugiés arrivent épuisés, affaiblis sur le plan nutritionnel et en mauvaise santé.

La majorité d'entre eux sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. Avec quelque 708 900 personnes déplacées à l'intérieur du Soudan du Sud et 3,7 millions de personnes risquant fort de souffrir d'insécurité alimentaire, le potentiel pour que d'autres mouvements transfrontaliers se produisent est élevé.

«Compte tenu de ces tendances, la réponse d'urgence régionale annoncée hier se concentrera sur les activités de protection et les autres besoins de première nécessité. Ces derniers comprennent la nourriture d'urgence, l'eau, l'assainissement et la santé », a affirmé Adrian Edwards, ajoutant que le HCR **« allait créer et agrandir les camps de réfugiés et autres sites où des services de base seront disponibles ».**

L'appel de lundi ne couvre que la population réfugiée originaire du Soudan du Sud dans les pays voisins. Les activités du HCR visant à aider les déplacés internes et les 235 000 réfugiés majoritairement soudanais au Soudan du Sud sont financées par des budgets distincts.

Plan de sécurisation des produits vitaux pour la santé de la mère et de l'enfant : « Les ressources financières allouées au Sénégal doivent produire des résultats »

En appui au ministère de la Santé et de l'Action sociale dans la micro planification des activités à mener sur le terrain dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de sécurisation des produits vitaux pour la santé de la mère et de l'enfant, le Représentant de l'OMS et le Représentant de l'UNICEF ont séjourné du 11 au 13 mars 2014 dans les régions de Tambacounda et de Kédougou.

Le processus de micro planification, initié par le Bureau OMS pays, avec la participation de l'UNICEF, de l'UNFPA, de l'USAID, de Micronutriments Initiative et d'AMREF, avait débuté le 17 février 2014 par la région de Dakar. Il a consisté en des missions d'appui technique aux 14 régions médi-



Séance de pesage de bébé

cales et aux 75 districts sanitaires, pour partager les informations sur les activités éligibles, les indicateurs de suivi-évaluation, les procédures de financement de l'OMS, de l'UNICEF et de l'UNFPA, bénéficiaires directs des financements du Plan de sécurisation de produits, en vue de faciliter la mise à disposition des ressources financières.

« Nous avons rencontré des Equipes cadre de régions et de districts sanitaires déterminés à œuvrer pour la réalisation des OMD 4 et 5. Les autorités administratives sont également engagées à soutenir l'exécution des activités planifiées. Nous sommes donc confortés dans notre conviction que le Sénégal peut atteindre les objectifs du Plan de sécurisation des produits vitaux pour la santé de la mère et l'enfant. ». C'est ce qu'a déclaré le Représentant de l'OMS, Chef de file des partenaires techniques et financiers, le Dr Alimata Jeanne Diarra-Nama, au terme de la dernière réunion de micro planification tenue à Kédougou. « Nous devons faire en sorte que les ressources financières mises à la disposition du pays soient efficacement utilisées et produisent des résultats », a ajouté le Dr Diarra-Nama.

De son côté, le Représentant de l'UNICEF, Mme Giovanni Berbéris, s'est réjouie de l'engagement des Equipes cadre de région et de districts sanitaires qui, selon elle, bénéficieront du soutien des partenaires techniques et financiers dans leurs efforts visant à améliorer la sante des mères et des enfants. Après avoir salué les efforts déployés par l'Etat, le Représentant de l'UNICEF a souligné la nécessité de renforcer le système de santé et les ressources humaines en santé.

La région de Kédougou la 3^{ème} région qui compte le plus grand nombre de districts sanitaires (7), après Dakar (10) et de Thiès (9). Cela se justifie par son étendue (30% du territoire national) et le caractère dispersé de l'habitat. Malgré la création, en 2008, de la nouvelle région voisine de Kédougou pour rapprocher l'administration sanitaire des populations, le déficit en ressources humaines, gynécologues, pédiatres en particulier, restent des obstacles à l'accès aux soins.

Dans cette partie sud-est du Sénégal, le faible niveau d'éducation, les croyances et tabous, le manque d'informations, l'enclavement, la faiblesse des revenus sont des facteurs importants de mauvaise santé pour les femmes. Selon l'EDS 5 de 2010, alors que le taux de mortalité infanto-juvénile est de 154 pour 1 000 dans la région de Kédougou, il est, respectivement, de 53 pour 1 000 et 59 pour 1 00 dans les régions de Thiès et de Dakar. Les femmes des régions de Tambacounda (68%) ont évoqué le manque d'argent comme un des obstacles à leur accès aux soins de santé. Un autre obstacle est constitué par les longues distances pour atteindre les services de santé. C'est le cas pour 53% des femmes du milieu rural dans la région de Tambacounda.

Aussi, les Gouverneurs des régions de Tambacounda et de Kédougou ont mis en exergue les défis qui doivent être relevés pour améliorer la santé des populations : scolarisation pour tous, des filles en particulier, construction de pistes de désenclavement et d'infrastructures routières, approvisionnement en eau potable, lutte contre la pauvreté, etc. Ils ont plaidé pour une approche multisectorielle pour prévenir les problèmes de santé et assurer leur prise en charge adéquate.

De leur côté, les professionnels de la santé ont positivement accueilli le Plan de sécurisation des produits vitaux pour la santé de la mère et de l'enfant. Compte tenu des contextes socioculturels particuliers des régions de Tambacounda et Kédougou caractérisés par la persistance de croyances et tabous, l'analphabétisme et la faiblesse de l'accès à l'information, les équipes cadre des districts sanitaires ont mis l'accent dans leur planification, sur le volet communautaire. Les agents de santé communautaires seront formés sur le paquet de soins curatifs, promotionnels et préventifs et sur la prise en charge à domicile (PECADOM) intégrée. Les infirmiers chefs de poste de santé effectueront le suivi-évaluation par la supervision mensuelle des activités. L'objectif est d'assurer l'information les populations sur la disponibilité des 17 produits du Plan de sécurisation, leur gratuité et de susciter la demande de soins et l'utilisation des services de santé.

Durant leur séjour, les Représentants de l'OMS et de l'UNICEF ont visité l'Unité de récupération nutritionnelle (UREN) du poste de santé de Dindifélo, à 35km de Kédougou, qui polarise 25 villages. Malgré la richesse en ressources naturelles, les régions de Tambacounda et de Kédougou enregistrent des taux de malnutrition élevés liés à des difficultés d'accès et aux pratiques alimentaires en vigueur (faible consommation des produits locaux et absence de diversification).

Don de l'UNFPA d'un camion frigorifique et 4 ambulances pour améliorer la santé maternelle.

« *Ce geste de l'UNFPA est très utile pour les populations surtout les plus enclavées, car elles en avaient besoin. Il est d'un apport décisif pour la santé des mères et des enfants* ». Ainsi, s'exprimait le Ministre de la santé et de l'Action Sociale en réceptionnant, le 26 mars 2014, le camion frigorifique et les 4 ambulances médicalisées, offerts par le Fonds des Nations Unies pour la Population.



Camion frigorifique offert par UNFPA à la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA)

D'une capacité de 120 mètres cubes, le camion frigorifique mis à la disposition de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA) est destiné à l'acheminement des médicaments vers les points de prestations de santé. La directrice de la PNA, Dr Annette Seck Ndiaye, s'est réjouie de cet effort pour renforcer le parc logistique de la PNA

qui contribuera, selon, elle à renforcer la disponibilité des médicaments particulièrement dans les régions périphériques. Cet appui de l'UNFPA s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de planification familiale.

Pour le Représentant Résident adjoint de l'UNFPA, M. Boureima Diadié. « *Les objectifs du Plan d'Action de Planification familiale ne pourraient être atteints que si les populations, qu'elles soient de Kédougou, Tambacounda, Matam ou encore Dakar, ont accès à des produits de santé de la reproduction de qualité au moment voulu* ». En plus du camion, UNFPA a remis au Ministre de la santé et de l'Action Sociale 4 ambulances médicalisées pour la région de Tambacounda. « *Ce don vient compléter le lot de matériels et autres équipements d'un montant global de près de 290 millions de FCFA, mis à la disposition des régions médicales, dans le but de renforcer leurs capacités d'intervention* », a souligné M. Diadié. Ce dernier a, par ailleurs annoncé, que l'UNFPA dotera en 2014, les pharmacies régionales d'approvisionnement de 14 camionnettes afin de renforcer leur logistique vers les districts sanitaires. Au total, en 2014 près de 1,3 milliards de FCFA seront investis par l'UNFPA dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique de sécurisation des produits de la Santé de la Reproduction.



Pour rappel, l'UNFPA appuie le ministère de la santé et de l'action sociale dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan stratégique de sécurisation des produits de santé de la reproduction, en vue d'assurer l'accès universel à la santé de la reproduction. Aussi, l'institution Onusienne soutient le Ministère de la santé et de l'Action sociale dans l'approvisionnement du pays en produit contraceptifs,

le renforcement de capacités des prestataires de services en technologies contraceptives, le relèvement du plateau technique en matériels médicaux, ordinateurs dotés de logiciel de gestion des produits contraceptifs Channel